

LES PROPOSITIONS DU MOUVEMENT ETHIC

« La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent. » Albert Einstein

...

Prélude : pourquoi devons-nous porter la voix de nos entreprises dans le grand débat ?

Etude financée par Vincent d'Espous, Président de CA Com, Membre ETHIC, février 2018

« SEULES LES ENTREPRISES CREENT DE LA RICHESSE NATIONALE »

Et donc peuvent faire croître le pouvoir d'achat

- **L'économie marchande**, par la richesse qu'elle crée, constitue **la seule source de financement de l'État**
- **Seulement 4% de la richesse créée est affectée à la rémunération du capital via les dividendes** (les actionnaires sont donc loin de capter toute la richesse et le risque endossé est faiblement rémunéré)
- **Toute la richesse créée depuis 10 ans par les entreprises et leurs salariés est partie dans la dépense publique**
- Faute de marge mais aussi faute de compétitivité (pourquoi investir en France alors que ce n'est pas rentable?), **l'économie française est également en train de manquer la nouvelle révolution industrielle** (robotisation, numérisation des process, impression 3D, internet des objets, intelligence artificielle...).

Synthèse du sondage quantitatif associé*

On relève un fort unanimisme dans les réponses des chefs d'entreprise du Mouvement ETHIC.

Les chefs d'entreprise ont eux aussi, à l'aune de leur entreprise, réalisé une analyse de la crise. Des propositions ont été soumises, lesquelles selon eux peuvent changer favorablement leur environnement économique et répondre à la crise du pouvoir d'achat.

Face à la crise actuelle, **ils regrettent à 93,2% un manque de compréhension de l'économie** et les exigences de fonctionnement de leur entreprise par les Français. C'est pourquoi ils sont 45,5% à attendre du Grand débat une prise de conscience des contraintes économiques. Ils sont **prêts à prendre des responsabilités sur leur bassin d'emploi pour l'améliorer** et considèrent que c'est leur rôle pour 77,4% d'entre eux.

Rappelons que le mouvement des gilets jaunes a démarré sur un rejet des taxes et une colère contre un pouvoir d'achat insuffisant pour certains et **90% des chefs d'entreprise interrogés s'accordent eux-aussi à dire que le travail ne paie pas suffisamment en France**. Ils l'expliquent (à 87%) du fait des charges patronales qui pèsent sur leur entreprise, donc sur le salaire de leurs salariés; leur allègement substantiel pourrait permettre de mieux rémunérer le travail.

**Voir documents annexes*

Ils sont 76,5% à souhaiter une baisse des charges patronales d'abord pour ce motif.

Quant à la simplification, ils ont fait une croix dessus, selon eux rien n'a changé !

La France est perçue comme un pays étatiste (46,2%), trop dépensier (99%). Ils estiment que l'exigence de comportement éthique est plus forte et mieux observée dans le secteur privé que dans le secteur public (48,7%). Par ailleurs, le statut d'exception des fonctionnaires fait l'unanimité : il doit changer. De même que les prérogatives de l'État, **ils estiment à 83 % que le Président de la République doit clairement et prioritairement définir les missions régaliennes de l'État.**

Enfin, la préoccupation majeure et majoritaire des chefs d'entreprises interrogés est la baisse des dépenses de l'État : **ils estiment à 81.5% que ce doit être la priorité du gouvernement.**

Parallèlement, une commission s'est constituée pour rassembler les propositions des chefs d'entreprise du mouvement ETHIC

Elles sont déclinées selon trois thèmes :

« EMPLOI, TRAVAIL »

« DÉPENSES DE L'ÉTAT »

« ENTREPRISES ET CITOYENNETÉ »

« EMPLOI, TRAVAIL »

REMETTRE À PLAT LA FISCALITÉ EST LA PRIORITÉ ABSOLUE :

- **Promouvoir la simplification administrative et législative à tout prix** : éviter le surcoût de la complexité et les risques qui pèsent sur l'entreprise; réaliser des économies de fonctionnement & améliorer la compétitivité des entreprises.
- **Réformer le modèle de réflexion et de calcul de l'impôt** au Ministère de l'Économie et des finances (opacité, complexité...)
- **Elargir & surtout adapter et modifier le statut d'autoentrepreneur**
- **Pérenniser une fois par an la « prime Patron »**, défiscalisée et hors charges sociales (Prime proposée par le mouvement ETHIC en décembre 2018 pour répondre au manque de pouvoir d'achat des gilets jaunes. Proposition reprise par le gouvernement par la suite).



Mettre une TVA proche de 0% pour les objets recyclés ou en 2^{ème} vie : activité de main d'œuvre garantie et bénéfice écologique !

« DÉPENSES DE L'ÉTAT »

FAIRE DE LA BAISSÉ DES DÉPENSES DE L'ÉTAT UNE PRIORITÉ :

Mais avant de diminuer la dépense publique : **Baisser les impôts des particuliers** pour redonner du pouvoir d'achat.

- **Définir clairement les missions régaliennes** de l'État
- **Limiter l'action de l'État** à ces missions ; les autres seront déléguées au secteur privé avec un cahier des charges pour une qualité de service public améliorée
- **Restructurer les régions** pour diminuer les échelons administratifs et réactiver le tissu territorial grâce aux entreprises
- **Diminuer le nombre de fonctionnaires**
- **Les salariés français doivent être libres et égaux en droit** devant le travail et les retraites.
- **Ramener les prélèvements obligatoires au niveau de la moyenne européenne** pour encourager la croissance des entreprises

« ENTREPRISES ET CITOYENNETÉ »

DEVELOPPER LA CULTURE ECONOMIQUE DES FRANÇAIS :

- **Les entrepreneurs doivent avoir un rôle dans leur bassin d'emploi** : être consultés sur les sujets ayant un impact direct ou indirect sur leur activité. Exemple : consultation sur l'éducation et la formation afin que les diplômes correspondent à la demande en matière d'emploi.
- L'omniprésence de l'État dans toutes les décisions fiscales et sociales doit **laisser la place aux entreprises** bien conscientes de ce qui est bon pour leurs salariés et pour elles
- **Développer l'intéressement, la participation et l'actionnariat** pour tous les français. L'objectif est d'augmenter le pouvoir d'achat lorsqu'ils sont en activité et compléter leur revenu lorsqu'ils sont en retraite, grâce à une solidarité économique bien comprise.

A RETENIR

- De manière générale, les dirigeants aspirent à des mesures qui ont vocation à **libérer l'entreprise**, levier puissant au service du développement économique, du pouvoir d'achat et du rayonnement de la France.
- Aussi, les entrepreneurs manifestent une certaine défiance à l'égard du politique et estiment que **la réforme doit être impulsée par l'entreprise**.
- Les pouvoirs publics doivent, eux-aussi, faire confiance à l'entreprise : **acteur du changement économique, créateur de richesses et de lien avec la société civile**.